

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204142]

**4 JULI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van artikel L2212-7, § 1, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de sancties bij absenteïsme van de provincieraadsleden die bijzondere functies vervullen**

De Waalse Regering,

Gelet op artikel L2212-7, § 1, lid 10, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, ingevoegd bij het decreet van 16 mei 2013 houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie op het vlak van goed bestuur op provinciaal niveau;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 20 november 2012;

Gelet op advies nr. 52.494/4 van de Raad van State, gegeven op 1 juli 2013, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** De periode van twaalf maanden bedoeld in artikel L2212-7, § 1, lid 9, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie gaat in bij de installatie van de provincieraad.

De inhouding wordt verricht na afloop van de maand volgend op de referentieperiode. Bij elke nieuwe maand vindt een verschuiving plaats zodat de referentieperiode altijd gelijk blijft aan twaalf maanden.

Maandelijks verricht de griffier de telling van de aanwezigheden op de zittingen van de voorafgaande maand. De behoorlijk aangetoonde afwezigheden worden uit die telling geweerd.

De telling wordt aan elk betrokken lid medegedeeld. Vervolgens berekent de griffier de eventuele inhouding van vergoeding.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking op de datum van inwerkingtreding van het decreet van 16 mei 2013 houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wat betreft het goed bestuur op provinciaal niveau.

**Art. 3.** De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 juli 2013.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,

P. FURLAN

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204143]

**4 JUILLET 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution des articles L2212-37 et L2212-50 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation relatif aux modalités à respecter dans le cadre d'une mission à l'étranger**

Le Gouvernement wallon,

Vu les articles L2212-37, § 2, alinéa 5, et L2212-50, alinéa 5, du Code de la démocratie locale et de la décentralisation insérés par le décret du 16 mai 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en matière de gouvernance provinciale;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de Région wallonne, donné le 20 novembre 2012;

Vu l'avis 53.495/4 du Conseil d'Etat, donné le 1<sup>er</sup> juillet 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Lorsqu'une délégation du conseil provincial effectue une mission à l'étranger, un des membres de cette délégation est désigné en qualité de rapporteur. Le rapport établi fait l'objet d'une approbation par les membres de la délégation. Il est imprimé et distribué dans les vingt jours ouvrables à compter de la fin de la mission.

Le rapport est présenté en séance publique de la commission concernée.

Si la mission visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est initiée par le conseiller, le conseil provincial ou une commission, l'initiateur expose les motivations de la mission, élabore un projet de programme et estime les coûts.

Les éléments font ensuite l'objet d'un débat à la commission concernée qui statue ensuite par consensus, après avis du bureau du conseil provincial, sur le programme de la mission.

Le bureau est saisi des éléments suivants :

1° les objectifs poursuivis;

2° le lien avec les compétences de la province;

3° la durée de la mission, qui ne peut excéder cinq jours si elle se déroule dans un pays de l'Union européenne et huit jours hors Union européenne;

4° le projet de programme qui contient au moins 75 pourcent de rencontres de travail ou de visites officielles en relation avec les objectifs poursuivis par la mission;

5° les dates, de manière à éviter toute perturbation du travail du conseil provincial;

6° la composition de la délégation dont les conjoints et partenaires des conseillers sont exclus;

7° l'estimation précise des coûts, qui restent raisonnables et liés aux objectifs de la mission;

8° l'établissement d'un bilan carbone, avec une compensation carbone dans des projets durables de coopération au développement.

L'alinéa 5, 8°, s'applique pour les déplacements en avion et pour les déplacements en voiture qui excèdent 150 kilomètres par trajet simple.

La commission peut demander des précisions concernant le projet de mission et, le cas échéant, refuser la mission si le projet ne répond pas valablement aux éléments visés à l'alinéa 5 ou si la mission s'avère inopportune.

La personne chargée de mission choisit le mode de transport à utiliser en privilégiant le mode le plus écologique compte tenu des objectifs et des modalités de la mission ainsi que de la durée du voyage. À coût écologique équivalent, le moyen de transport le plus économique au moment de la réservation est privilégié. En-dessous de 800 kilomètres, l'utilisation du transport par rail est privilégiée. Sauf dérogation dûment motivée, les trajets en avion se font en classe économique.

Aucune indemnité de séjour n'est accordée aux conseillers participant aux missions.

Les frais suivants sont remboursés sur présentation d'un justificatif :

1° le coût du trajet aller-retour du domicile à l'aéroport ou à la gare de départ et le coût du trajet aller-retour de l'aéroport ou de la gare d'arrivée au lieu d'hébergement;

2° les frais de gardiennage de voiture à l'aéroport ou à la gare de départ;

3° les frais de gardiennage par l'hôtel du véhicule utilisé par le participant à la mission;

4° les taxes d'aéroport non comprises dans le prix du billet;

5° les frais de visas et de passeport;

6° les frais de vaccins obligatoires;

7° les frais d'hôtel limités à la nuitée et au petit déjeuner;

8° les frais de restaurant.

La commission procède systématiquement à un contrôle *a posteriori* des rapports des missions.

**Art. 2.** Lorsqu'une délégation du collège provincial effectue une mission à l'étranger, un des membres de cette délégation est désigné en qualité de rapporteur. Le rapport établi fait l'objet d'une approbation par les membres de la délégation. Il est imprimé et distribué dans les vingt jours ouvrables à compter de la fin de la mission.

Le rapport est présenté en séance publique de la commission.

Si la mission visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est initiée par le collège ou un de ses membres, l'initiateur expose les motivations de la mission, élabore un projet de programme et estime les coûts. Ces éléments font ensuite l'objet d'un débat au collège qui statue ensuite par consensus sur le programme de la mission.

Le collège provincial peut demander des précisions concernant le projet de mission et, le cas échéant, refuser la mission si le projet ne répond pas valablement aux éléments visés à l'alinéa 4 ou si la mission s'avère inopportune.

La commission procède systématiquement à un contrôle *a posteriori* des rapports des missions.

**Art. 3.** Le présent arrêté ne s'applique pas aux missions initiées par le conseil ou le collège provincial avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 4.** Le présent arrêté produit ses effets à la date d'entrée en vigueur du décret du 16 mai 2013 modifiant certaines dispositions du Code de la démocratie locale et de la décentralisation en matière de gouvernance provinciale.

**Art. 5.** Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 juillet 2013.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
P. FURLAN

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/204143]

**4. JULI 2013 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Ausführung der Artikel L2212-37 und L2212-50 des Kodex der lokalen Demokratie und Dezentralisierung bezüglich der bei einer Auslandsmission zu beachtenden Modalitäten**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Artikels L2212-37, § 2, Absatz 5 und L2212-50, Absatz 5 des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung, eingefügt durch das Dekret vom 16. Mai 2013 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung im Bereich der provinziellen Führungspolitik;

Aufgrund des am 20. November 2012 abgegebenen Gutachtens des "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoher Rat der Städte, Gemeinden und Provinzen der wallonischen Region);

Aufgrund des am 1. Juli 2013 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 1<sup>o</sup> der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 53.495/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für lokale Behörden und Städte;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Nimmt eine Abordnung des Provinzialrats an einer Auslandsmission teil, so wird eines der Mitglieder dieser Abordnung als Berichterstatter bezeichnet. Der verfasste Bericht ist Gegenstand einer Genehmigung durch die Mitglieder der Abordnung. Er wird gedruckt und innerhalb von zwanzig Werktagen nach Ende der Mission verteilt.

Der Bericht wird im Rahmen einer öffentlichen Sitzung des betreffenden Ausschusses vorgestellt.

Falls die in Absatz 1 angeführte Mission auf die Initiative eines Ratsmitglieds, des Provinzialrats oder eines Ausschusses zurückzuführen ist, erläutert der Initiator die Beweggründe für die Mission, arbeitet er einen Programmentwurf aus und erstellt er eine Kostenschätzung.

Diese Informationen sind anschließend Gegenstand einer Diskussion innerhalb des betreffenden Ausschusses, der im Anschluss daran und nachdem das Büro des Provinzialrats sein Gutachten abgegeben hat, im Konsens über das Programm der Mission beschließt.

Das Büro wird mit folgenden Angaben befasst:

1<sup>o</sup> die verfolgten Ziele;

2<sup>o</sup> der Zusammenhang mit den Befugnissen der Provinz;

3<sup>o</sup> die Dauer der Mission bei einer Höchstdauer von fünf Tagen, falls sie in einem Land der Europäischen Union stattfindet, und von acht Tagen, wenn sie außerhalb der Europäischen Union stattfindet;

4<sup>o</sup> der Programmentwurf, der wenigstens einen Anteil von 75% an Arbeitstreffen oder offiziellen Besuchen im Zusammenhang mit den Zielsetzungen der Mission umfasst;

5<sup>o</sup> die Daten - zur Vermeidung jeglicher Beeinträchtigung der Arbeiten des Provinzialrats;

6<sup>o</sup> die Zusammensetzung der Abordnung unter Ausschluss der Ehepartner und Partner der Ratsmitglieder;

7<sup>o</sup> die genaue Kostenschätzung, die angemessen und im Zusammenhang mit den Zielsetzungen der Mission sein muss;

8<sup>o</sup> die Erstellung einer CO<sup>2</sup>-Bilanz mit Kompensationsmaßnahmen zugunsten nachhaltiger Projekte im Bereich der Entwicklungszusammenarbeit.

Absatz 5, 8<sup>o</sup> ist anwendbar auf alle Flugreisen sowie auf die Autofahrten von mehr als 150 km (einfache Fahrt).

Der Ausschuss kann nähere Angaben zu den verfolgten Zielen verlangen und ggf. die Mission verweigern, falls deren Ziele nicht angemessen den in Absatz 5 angeführten Angaben entsprechen, oder falls sich die Mission als unangemessen erweist.

Bei der Wahl des einzusetzenden Transportmittels bevorzugt die mit der Mission beauftragte Person das umweltfreundlichste Mittel unter Berücksichtigung der Zielsetzungen und Modalitäten der Mission sowie der Reisedauer. Bei vergleichbaren ökologischen Kosten wird das zum Zeitpunkt der Buchung kostengünstigste Transportmittel bevorzugt. Ist die Entfernung geringer als 800 km wird die Bahn bevorzugt. Außer bei einer ordnungsgemäß begründeten Abweichung erfolgen die Flüge in der Economy-Klasse.

Den an den Missionen teilnehmenden Beratern wird keinerlei Aufenthaltsentschädigung gewährt.

Folgende Auslagen werden nach Vorlage eines Belegs erstattet:

1<sup>o</sup> die Kosten der Hin- und Rückfahrt vom Wohnsitz bis zum Ausgangsflughafen oder -bahnhof und die Kosten der Hin- und Rückfahrt vom Ankunftsflughafen oder -bahnhof bis zum Aufenthaltsort;

2<sup>o</sup> die Überwachungskosten für das Fahrzeug am Ausgangsflughafen oder -bahnhof;

3<sup>o</sup> die vom Hotel in Rechnung gestellten die Überwachungskosten für das Fahrzeug, das der Teilnehmer an der Mission nutzt;

4<sup>o</sup> die Flughafengebühren, die nicht im Preis des Flugtickets einbegriffen sind;

- 5° die Unkosten für Visa und Pass;
- 6° die Unkosten für vorgeschriebene Impfungen;
- 7° die Hotelkosten, begrenzt auf Übernachtung und Frühstück;
- 8° Restaurantkosten.

Der Ausschuss führt im Nachhinein eine systematische Prüfung der Missionsberichte durch.

**Art. 2** - Nimmt eine Abordnung des Provinzialkollegiums an einer Auslandsmission teil, so wird eines der Mitglieder dieser Abordnung als Berichterstatter bezeichnet. Der verfasste Bericht ist Gegenstand einer Genehmigung durch die Mitglieder der Abordnung. Er wird gedruckt und innerhalb von zwanzig Werktagen nach Ende der Mission verteilt.

Der Bericht wird im Rahmen einer öffentlichen Sitzung der Kommission vorgestellt.

Falls die in Absatz 1 angeführte Mission auf die Initiative des Kollegiums oder eines seiner Mitglieder zurückzuführen ist, erläutert der Initiator die Beweggründe für die Mission, arbeitet er einen Programmwurf aus und erstellt er eine Kostenschätzung. Diese Informationen sind anschließend Gegenstand einer Diskussion innerhalb des Kollegiums, der im Anschluss daran im Konsens über das Programm der Mission beschließt.

Das Provinzialkollegium kann nähere Angaben zu den verfolgten Zielen verlangen und ggf. die Mission verweigern, falls deren Ziele nicht angemessen den in Absatz 4 angeführten Angaben entsprechen, oder falls sich die Mission als unangemessen erweist.

Der Ausschuss führt im Nachhinein eine systematische Prüfung der Missionsberichte durch.

**Art. 3** - Der vorliegende Erlass ist nicht anwendbar auf die Missionen, die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses durch den Provinzialrat oder das Provinzialkollegium initiiert wurden.

**Art. 4** - Der vorliegende Erlass wird wirksam am Datum des Inkrafttretens des Dekrets vom 16. Mai 2013 zur Abänderung gewisser Bestimmungen des Kodex der lokalen Demokratie und der Dezentralisierung im Bereich der provinziellen Führungspolitik.

**Art. 5** - Der Minister für lokale Behörden und Städte wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Juli 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204143]

**4 JULI 2013. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van de artikelen L2212-37 en L2212-50 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie betreffende de nadere regels die in acht te nemen zijn bij dienstopdrachten in het buitenland**

De Waalse Regering,

Gelet op de artikelen L2212-37, § 2, lid 5, en L2212-50, lid 5, van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, ingevoegd bij het decreet van 16 mei 2013 houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie op het vlak van goed bestuur op provinciaal niveau;

Gelet op het advies van de "Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne" (Hoge Raad van Steden, Gemeenten en Provincies van het Waalse Gewest), gegeven op 20 november 2012;

Gelet op advies nr. 53.495/4 van de Raad van State, gegeven op 1 juli 2013, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Wanneer een delegatie van de provincieraad zich voor een dienstopdracht naar het buitenland begeeft, wordt één der leden van die delegatie aangesteld als verslaggever. Het opgestelde verslag wordt goedgekeurd door de leden van de delegatie. Het wordt gedrukt en verdeeld binnen de twintig werkdagen te rekenen van het einde van de dienstopdracht.

Het verslag wordt voorgesteld tijdens de openbare zitting van de betrokken commissie.

Als de dienstopdracht bedoeld in lid 1 op initiatief van het raadslid, de provincieraad of een commissie plaatsvindt, zet de initiatiefnemer de motivaties van de dienstopdracht uiteen en stelt een ontwerp-programma en een kostenraming op.

Over die punten wordt vervolgens in de betrokken commissie gedebatteerd, waarna zij per consensus beslist over het programma van de dienstopdracht na advies van het bureau van de provincieraad.

Volgende punten worden aan het bureau voorgelegd :

- 1° de nagestreefde doelstellingen;

2° het verband met de bevoegdheden van de provincie;

3° de duur van de dienstopdracht, die niet langer dan vijf dagen mag duren binnen een land van de Europese Unie en niet langer dan acht dagen buiten de Europese Unie;

4° het ontwerp-programma, met minstens 75 percent werkvergaderingen of officiële bezoeken in verband met de doelstellingen die de dienstopdracht nastreeft;

5° de data, zodat de werkzaamheden van de provincieraad geenszins gestoord worden;

6° de samenstelling van de delegatie waaruit de echtgenoten en partners van de raadsleden uitgesloten zijn;

7° de nauwkeurige kostenraming, met redelijke en in verband met het doel van de reis staande

Kosten;

8° de opstelling van een CO<sup>2</sup>-balans, met een CO<sup>2</sup>-compensatie in duurzame projecten in de ontwikkelingssamenwerking.

Lid 5, 8°, is van toepassing op de vliegtuigreizen en de verplaatsingen met personenwagens van meer dan 150 kilometer in één enkele rit.

De commissie kan nadere uitleg vragen betreffende de overwogen dienstopdracht en, in voorkomend geval, de dienstopdracht weigeren als de gegevens waarvan sprake in lid in het project onvoldoende aan bod komen of als de dienstopdracht ongepast blijkt.

De persoon belast met de dienstreis kiest het vervoersmiddel waarbij zijn voorkeur uitgaat naar het meest ecologische vervoersmiddel rekening houdend met de doelstellingen en de modaliteiten van de dienstopdracht en de duur van de reis. Bij een gelijkwaardige ecologische kostprijs wordt gekozen voor het vervoersmiddel dat op het ogenblik van de boeking het goedkoopst blijkt. Bij afstanden onder de 800 kilometer dient de voorkeur naar spoorreizen uit te gaan. Behoudens behoorlijk gemotiveerde afwijking wordt in economy class gevlogen.

Verblijfsvergoedingen worden niet uitbetaald aan de raadsleden die deel uitmaken van dienstopdrachten.

Op vertoon van een bewijsstuk worden volgende kosten terugbetaald :

1° de kostprijs van de heen- en terugreis tussen de woonst en de luchthaven of het station van vertrek en de kostprijs van de heen- en terugreis tussen de luchthaven of het station van aankomst en de plaats van overnachting;

2° de voertuigbewakingskosten op de luchthaven of het station van vertrek;

3° de door het hotel aangerekende bewakingskosten voor het voertuig gebruikt door de deelnemer aan de dienstopdracht;

4° de luchthaventaksen die niet in de prijs van het biljet inbegrepen zijn;

5° de visum- en paspoortkosten;

6° de kosten van de verplichte inenting;

7° de hotelkosten, beperkt tot de overnachting en het ontbijt;

8° de restaurantkosten.

De commissie voert systematisch een *a posteriori* controle uit op de verslagen van dienstopdrachten.

**Art. 2.** Wanneer een delegatie van het provinciecollege zich voor een dienstopdracht naar het buitenland begeeft, wordt één der leden van die delegatie aangesteld als verslaggever. Het opgestelde verslag wordt goedgekeurd door de leden van de delegatie. Het wordt gedrukt en verdeeld binnen de twintig werkdagen te rekenen van het einde van de dienstopdracht.

Het verslag wordt voorgesteld tijdens de openbare zitting van de betrokken commissie.

Als de dienstopdracht bedoeld in lid 1 op initiatief van het lid van het provinciecollege of één van diens leden plaatsvindt, zet de initiatiefnemer de motivaties van de dienstopdracht uiteen en stelt een ontwerp-programma en een kostenraming op. Over die punten wordt vervolgens in het college gedebatteerd, waarna per consensus beslist wordt over het programma van de dienstopdracht.

Het provinciecollege kan nadere uitleg vragen betreffende de overwogen dienstopdracht en, in voorkomend geval, de dienstopdracht weigeren als de gegevens waarvan sprake in lid in het project onvoldoende aan bod komen of als de dienstopdracht ongepast blijkt.

De commissie voert systematisch een *a posteriori* controle uit op de verslagen van dienstopdrachten.

**Art. 3.** Dit besluit is niet van toepassing op de dienstopdrachten verricht op initiatief van de provincieraad of het provinciecollege voor inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 4.** Dit besluit heeft uitwerking op de datum van inwerkingtreding van het decreet van 16 mei 2013 houdende wijziging van sommige bepalingen van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie wat betreft het goed bestuur op provinciaal niveau.

**Art. 5.** De Minister van Plaatselijke Besturen en de Stad is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 4 juli 2013.

De Minister-President,  
R. DEMOTTE

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
P. FURLAN